





# L'actualité politique...

## EN BREF

### Scoop

Nicolas SARKOZY a été investi candidat de l'UMP à la présidentielle. Ça n'a certainement pas fait frémir dans les bureaux de presse mais la grande messe organisée aura coûté 3,5 millions d'euros. Pour l'occasion, l'événement était organisé par un producteur de télé réalité (ça ne s'invente pas) mais n'aura réuni que la moitié des 100 000 participants prévus par les proches du toujours ministre de l'intérieur.

### Rupture Virtuelle

Le discours d'investiture du désormais candidat UMP, en guise de « discours fondateur », s'est résumé au déroulé de propositions antisociales qu'on lui connaît déjà. Mais il a également dépeint « sa » République, celle qu'il construira s'il est élu en opposition à « la République virtuelle » qui gouverne le pays. À l'écouter, c'est à se demander s'il se rappelle qu'il n'a depuis 2002, cessé d'exercer les fonctions parmi les plus importantes du gouvernement à l'intérieur et à l'économie. A n'en pas douter, la rupture qu'il propose est en fait une rupture... virtuelle.

POURQUOI CHIRAC N'A PAS VOTÉ SARKOZY?



### Parité?

La « cérémonie » d'investiture du candidat SARKOZY aura été en tous cas, l'occasion pour les seconds couteaux de l'UMP d'exprimer des chapelets entiers d'attaques sexistes, raillant entre autres, « le défilé des tailleurs ». Et la droite de renouer avec ses vieilles traditions sexistes et conservatrices. Dans une élection où 4 femmes sont d'ores et déjà candidates, la campagne promet de voler très haut à l'UMP.

### Bovéthon

« Ça s'en va et ça revient » semble être la chanson préférée de José BOVÉ. Après s'être retiré de la course à la candidature antilibérale, faute de percer dans les collectifs locaux, José BOVÉ est à nouveau « disponible », appuyé par une pétition sur Internet qui rencontre un certain succès. Il s'agirait donc cette fois d'organiser le premier « plébiscite numérique » pour pousser au retrait de Marie George BUFFET et d'Olivier BESANCENOT. Marie George BUFFET a fait savoir, lors de ses vœux à la presse: « Nous sommes à 90 jours de l'élection, le temps maintenant, est au combat contre SARKOZY et LE PEN, pas au débat sur les candidatures ».

### Vote utile

Le très antilibéral philosophe Michel ONFFRAY annonçait récemment « Un vote de conviction est désormais impossible. On peut voter blanc ou Ségolène ROYAL ». Puis il a signé la pétition pour la candidature de José BOVÉ. Avant de préciser « sinon ce sera ROYAL ». Décidemment, le vote utile a de beaux jours devant lui, même chez les antilibéraux

## Point de vue

par Michel RICA



La droite annonce la couleur : pour elle comme pour son héraut, Nicolas SARKOZY, l'année 2007 doit être celle de la « rupture tranquille ». Quand on connaît la nature de son programme, les salariés, les jeunes, les femmes et les hommes qui attendent des réponses concrètes à leurs besoins, à leurs aspirations, que ce soit en terme d'emploi, d'aspirations sociales ont tout pour s'inquiéter. Le discours de SARKOZY à la porte de Versailles a d'ailleurs été particulièrement révélateur : il veut aller plus loin encore dans la satisfaction des aspirations des plus fortunés qui spéculent, quitte à poursuivre la suppression de milliers d'emplois pour étendre la précarisation. Celui que la presse européenne qualifie déjà de « petit Napoléon » veut aller plus loin encore

dans la soumission à la politique américaine, dans la politique des charters rejetant hors des frontières des milliers de familles fuyant la misère et la guerre.

Parce qu'il y a « urgence sociale », il y a urgence à battre la droite, à gagner à gauche pour changer la donne, répondre enfin aux aspirations populaires. C'est le sens de la candidature de Marie George BUFFET. Une candidature au service d'un rassemblement populaire large qui incarnera au 1er tour, le 22 avril, le vote antilibéral, le vote pour une alternative politique à gauche. Les communistes sont aujourd'hui pleinement engagés dans une campagne de terrain, à la rencontre de celles et de ceux qui attendent de la gauche qu'elle rompe avec le renoncement,

**Une candidature au service d'un rassemblement populaire large qui incarnera l'alternative politique à gauche**

qu'elle s'attaque aux problèmes en portant des propositions de nature à répondre à l'urgence sociale. Les communistes de Loire-Atlantique entendent y contribuer, avec d'autres, citoyens, syndicalistes, acteurs du mouvement social, en prépa-

rant notamment la venue de Marie George BUFFET à leur banquet départemental, le 2 février prochain.

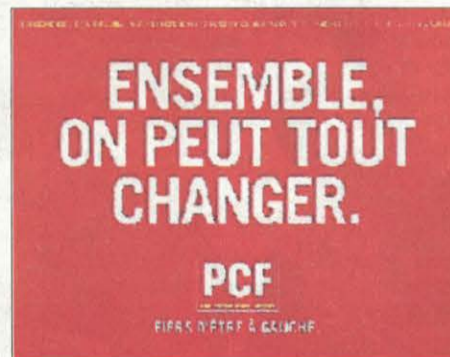
Michel RICA

## Les communistes de Loire-Atlantique en campagne

La campagne de Marie George BUFFET prend corps dans notre département. Réuni dès le 9 janvier, le Conseil départemental du PCF engageait toutes les sections à réunir et à rencontrer les communistes, à organiser la campagne présidentielle. De nombreuses assemblées de communistes, réunions de cellules, attestent aujourd'hui d'un constat, nous sommes maintenant engagés dans une nouvelle étape du rassemblement, autour de notre candidate ; et d'une volonté : il n'y a pas de temps à perdre pour gagner une à une les voix qui se rassembleront le 22 avril sur le nom de Marie George BUFFET.

30 000 exemplaires d'un journal national de la candidate viennent d'être distribués dans le département, à la porte des grandes entreprises (Chantiers navals,

Airbus Saint-Nazaire et Bouguenais, Arsenal d'Indret, SNCF



etc...) dans les zones d'activités, les quartiers populaires, sur les marchés. Des plans de travail précis sont proposés aux communistes à Nantes, à Rezé, en Brière ou sont en cours de construction. Des listes d'appels à voter circulent autour des militants communistes, parmi les syn-

dicalistes, des citoyens engagés dans le mouvement social. Des visites au porte à porte, des points de rencontre d'entreprise ou de quartier sont programmés, la vente exceptionnelle de l'Humanité Dimanche des 25, 26, 27 et 28 janvier préparée dans les différentes sections.

Plusieurs collectifs antilibéraux participent à cette campagne, c'est le cas à Trignac, à Saint Malo de Guersac... L'élargissement du rassemblement autour de Marie George BUFFET est en train de se construire. Sans nul doute, sa venue dans le département le 2 février à l'occasion du Banquet départemental constituera un moment fort de la mise en mouvement des communistes et de toutes celles et tous ceux qui entendent porter la voix d'une gauche populaire et antilibérale.

## De vous à moi...

C'est parti ! Le grand show présidentiel est lancé. Les médias, dont TF1, ont fait, sans surprise, leur choix : il y aura deux « grands » candidats, un troisième homme, et tout(e)s les autres candidat(e)s décrétés « petits ». Le CSA mesurant « cette bipolarité excessive », appelle à plus d'équité, d'accord avec près de neuf Français sur dix qui estiment que le traitement de faveur accordé à S.ROYAL et N.SARKOZY « est anormal parce que tous les candidats doivent être traités à égalité ».

La guerre des images est lancée. L'UMP produit elle-même les siennes. Le PS la suit sur cette voie. Mais leurs candidatures ne sont pas en béton. S'il est vrai qu'une très large majorité des Français ne s'informent plus que par la télévision, tout ne se mesure pas en temps d'antenne. L'exemple du 29 mai l'a montré, rien n'est donc joué d'avance. Les électeurs indécis, qui comme d'habitude, se positionneront tardivement, attendent du contenu. Nous avons une candidate et des propositions à leur offrir. Mettons en œuvre sans complexe nos convictions et nos forces militantes.

JY M



## Nicolas HULOT s'oppose à Donges-Est et au projet d'aéroport

A l'issue de sa Conférence de Nantes, Nicolas HULOT a souhaité s'exprimer sur les dossiers du département malgré son manque d'information sur ces sujets.

Il a notamment déclaré: « Jusqu'à ce matin, je ne connaissais pas grand-chose au dossier Donges-Est. Mais à l'issue d'un déjeuner avec les associations de défense de l'environnement, et bien que n'ayant pas l'autre point de vue, j'ai la conviction que la loi littoral est ici bafouée, qu'on s'assoit dessus. »

Sur l'aéroport, l'animateur est plus affirmatif: « On a donné à croire que le trafic aérien continuerait de se développer de façon très importante. Au contraire, le trafic aérien va se réguler, de gré ou de force »

Peu importe donc, les enjeux en terme d'emploi que représente le développement du Port autonome. De la même manière, les salariés d'Airbus n'ont plus de soucis à se faire. Pour le « peut-être » candidat, ils peuvent déjà chercher du travail ailleurs, dans un secteur qui ne sera pas « régulé de gré ou de force ».

A écouter ses prises de positions sur le département et son développement, ce n'est certainement pas en Loire-Atlantique que se dérouleront à l'avenir les vacances de Monsieur HULOT.

## Les enjeux de 2007 pour le développement de la Loire-Atlantique



Les grandes échéances politiques nationales auxquelles les communistes entendent pleinement participer lors des campagnes de l'élection présidentielle et plus encore des élections législatives, seront l'occasion d'aborder un certain nombre d'enjeux de développement pour notre département. Les communistes, leurs élus, se sont toujours placés dans une perspective et une

démarche de développement durable. C'est la raison pour laquelle, ils envisagent un développement estuarien qui soit tout à la fois respectueux de l'environnement et des besoins économiques et sociaux des habitants. Pour le PCF, si ce développement doit être équilibré, il doit prendre en compte la réalité géographique et économique dont la vie des hommes a, de tous temps,

dépendu. Ainsi, si les communistes partagent les objectifs de « Natura 2000 » (préservation de la biodiversité avec la définition de périmètres protégeant la faune et la flore), ils estiment que ces objectifs ne doivent pas conduire à sanctuariser des territoires. Si la directive européenne dite « habitats » (1992) stipule que « le maintien de cette diversité biologique peut, dans certains cas, requérir le maintien, voire le développement d'activités humaines », le PCF pour sa part, considère qu'il faut s'en donner les moyens, s'opposant en cela à ceux qui, au nom des directives européennes, entendent geler toute perspective de développement économique.

C'est pourquoi, les communistes, leurs candidats lors des prochaines échéances électorales défendront plusieurs projets qui leur semblent décisifs pour un développement harmonieux de nos territoires :

l'extension des installations portuaires amont et aval : à Nantes-Cheviré, comme à Donges Est, condition du développement nécessaire du Port autonome Nantes/Saint-Nazaire et des emplois que cela induit :

- la préservation des capacités futures de production d'énergie électrique dans une perspective de relance de notre politique et de l'emploi industriel prenant appui sur les atouts départementaux (Chantiers de construction navale, Airbus, métallurgie...)
- la réalisation d'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes pour des raisons tout à la fois économiques (développement régional) et écologiques (éloignement du cœur de l'agglomération nantaise et d'un espace naturel protégé, le lac de Grandlieu)
- la réalisation d'un nouveau franchissement routier du fleuve évitant les deux agglomérations de Nantes et de Saint-Nazaire

Yann VINCE

## Logement : des actes forts et du parler vrai

Sous la pression de l'opinion publique et après l'action des associations, à cent jours du premier tour des présidentielles, les discours sur le droit au logement se sont multipliés. Mais les paroles ne suffisent pas : 30 000 demandeurs de logement en Loire-Atlantique (combien de SDF quand on estime à 100 000, le nombre des sans abris dans le pays ?), des prix du foncier multipliés par deux depuis l'an 2000, des loyers qui s'envolent, des villes qui préfèrent payer des pénalités plutôt que de construire les 20% de logements sociaux prévus par la loi Gayssot (Haute Goulaine et Les Sorinières : 3,5%, Vertou 4,3%, Pornichet 4,4%, La Baule 4,6%...). Il faut des actes forts : des élus communistes, comme ceux de Nantes Métropole, demandent que le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire, versé aux communes, tienne compte des efforts faits pour la construction de logements sociaux. Des élus et militants se

retrouvent nombreux aux côtés des roms et des sans papiers... Des maires, comme Jean Louis LE CORRE, prennent des arrêtés contre les expulsions de la misère et les coupures d'eau et de courant et c'est le Tribunal administratif qui a pris la responsabilité de « casser » les arrêtés anti précarité votés par le Conseil municipal de Trignac.

Il faut des propositions claires: qui demandent la construction de 600 000 logements de qualité à loyer modéré en cinq ans, la réquisition des logements libres, que les dépenses d'habitat ne représentent pas plus de 20% du budget mensuel des familles, la création d'un grand service public national du logement et de l'habitat...?

Il faut du parler vrai : rien de tout cela ne pourra se faire sans la mobilisation de tous et sans s'attaquer concrètement au pouvoir de l'argent en créant notamment une taxe sur la spéculation immobilière et foncière, en faisant contribuer les grandes entreprises du BTP et en mobilisant les fonds de l'épargne populaire du livret A (2 milliards d'euros immédiatement disponibles).

## Marie-George BUFFET en Loire-Atlantique pour une série de rencontres de proximité

La candidature de Marie-George BUFFET propose de rassembler tous les acteurs du mouvement social et sociétal qui se sont mobilisés depuis 2002 contre la politique de la droite et pour réussir à gauche. Cette candidature



ambitieuse de gagner à gauche la construction d'une politique antilibérale afin de prolonger dans les urnes, le « NON » de gauche du 29 mai 2005. A l'image d'une campagne de proximité que souhaite la candidate de la gauche populaire et antilibérale, les communistes du département seront présents dans les quartiers, les entreprises, sur les marchés, pour vulgariser et débattre de ces propositions alternatives avec leurs collègues de travail, leurs voisins, leurs familles. C'est dans cet esprit que Marie-George BUFFET sera présente le 2 février dans notre département. Dans un premier temps, elle rencontrera des salariés et des syndicalistes du département (principalement des cheminots et des portuaires mais aussi des salariés d'autres entreprises engagés dans l'action syndicale) qui s'expriment et luttent sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la politique industrielle, la protection sociale... Ensuite, un rendez-vous avec la jeunesse sera l'occasion de revenir sur leur victoire contre le CPE et leur aspiration à ne pas vivre durablement dans la précarité. Avec de jeunes salariés, des étudiants et lycéens, Marie-George BUFFET avancera sa proposition d'allocation pour accompagner les jeunes vers leur autonomie. Enfin, elle clôturera sa journée à la rencontre des militants et sympathisants en participant au Banquet de notre Fédération. Elle avancera son analyse de la situation politique, ses propositions concrètes pour sortir de la crise et sa conception de l'animation de la campagne électorale. C'est dans ce rapport de proximité auprès des gens faisant écho à leurs aspirations populaires qu'il nous faut bâtir toute notre campagne afin que la candidature de Marie-George BUFFET devienne le levier pour reconstruire à gauche.



# Le dossier.

MARIE GEORGE BUFFET

## 4 chantiers pour changer la vie des salariés et des familles

### Éradiquer le chômage



« Il faut garantir à toutes et tous une sécurité d'emploi ou de formation, qui passera notamment par l'abrogation du CNE, des contrats précaires et des temps partiels imposés, par une réforme de l'indemnisation du chômage et par une refonte du code du travail. »

### Garantir un toit à chacun

« Pour cela, sera engagée la création d'un service public de l'habitat. Les financements dégagés pour la construction de plus de 600 000 logements sociaux sur la législature. Les loyers seront plafonnés, par la loi, à 20% du revenu des ménages. Les expulsions locatives, les coupures d'eau et d'électricité seront interdites.

La réquisition des logements vides sera organisée. La loi sur les 20% de logements sociaux sera rendue plus contraignante.»



Construire massivement des logements sociaux

C'est possible !

► Faire appliquer la loi : 20% de logements sociaux dans chaque commune.  
► Mettre en place un grand service public d'habitat de logement et de l'habitat.

Union populaire  
L'AUTRE POLITIQUE À GAUCHE



### Relever en urgence les salaires...



Augmenter les salaires

C'est possible !

► Convoquer un grand débat des salaires.  
► Porter immédiatement le SMIC à 1500 € pour 3500h.

Union populaire  
L'AUTRE POLITIQUE À GAUCHE



« ...les pensions et les minima sociaux. Lorsqu'il s'agit d'en finir avec les privations quotidiennes, il ne peut être question d'attendre. Dès la mise en place du gouvernement, le SMIC sera porté à 1500 €. De grandes négociations salariales seront ouvertes. Des prix rémunérateurs seront garantis aux paysans pour leur permettre de vivre de leur travail et de sauvegarder leurs exploitations. »



### Assurer le droit à la santé

«La Sécurité sociale universelle sera rétablie ; une réforme du financement de la Sécurité sociale sera engagée dès l'automne 2007, notamment par la cotisation des revenus financiers. »



## 3 conditions pour réussir le changement

### Réorienter l'argent



encore réduire, tourne autour de 15%. Alors l'argent, il faut aller le chercher par une grande réforme de la fiscalité, dès la loi de finances pour 2008, une réforme de justice fiscale qui toucherait les hauts revenus et les profits exorbitants des grandes entreprises, 96 milliards d'euros en 2006. Un gouvernement de gauche qui ne voudrait pas affronter le pouvoir de la finance, courrait à l'échec. Alors oui, il faudra le courage politique et la mobilisation populaire pour s'attaquer à la tyrannie des actionnaires, des marchés et des banques. Il faudra du courage pour réorienter toutes les missions de la BCE et créer un pôle financier public porteur d'une nouvelle politique du crédit et d'une nouvelle politique pour l'industrie. Il faudra la même détermination pour donner aux salariés, les seuls intéressés par l'emploi et l'investissement utile, de nouveaux droits d'intervention dans la gestion de leurs entreprises.»

« On nous parle du déficit public, mais l'impôt sur le revenu représente à peine 17% des recettes de l'Etat ; et l'impôt sur les sociétés, que le Président de la République veut

### Partager et démocratiser tous les pouvoirs

«Un gouvernement de gauche qui ne transformerait pas l'exercice du pouvoir courrait à l'échec. C'est pourquoi, très vite, devra être mis en chantier une 6ème République, fondée sur les droits et la participation effective de notre peuple aux décisions de la Nation. Le monarchisme présidentiel sera supprimé et le rôle du Parlement renforcé ; les résidents étrangers bénéficieront comme citoyennes et citoyens, du droit de vote. Les populations et les élus des départements et territoires d'Outre-mer verront reconnues les nouvelles responsabilités qu'ils souhaitent. La démocratie a besoin aussi de grands services publics. Cela passe par la reconquête des services publics touchés par la privatisation, par leur démocratisation, mais d'autres devront être créés, pour la petite enfance, le médicament, l'eau, la maîtrise des déchets... »



### Renforcer l'action de la France en Europe et dans le monde

« Tous ces services publics que nous savons nécessaires, n'ont pas d'avenir dans une Europe dont le dogme est la concurrence libre et non faussée. Toutes ces conquêtes sociales que nous appelons de nos vœux, elles ne sont pas possibles dans une Europe du moins disant social, docile au tout marchand de l'OMC. Dès la première réunion du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, la France devra faire entendre sa volonté de réorienter la construction européenne et travailler à des initiatives permettant l'élaboration citoyenne d'un nouveau traité facteur de progrès social de démocratie et de paix. Une Europe porteuse d'une nouvelle croissance, respectueuse des hommes et des femmes, mais aussi de l'environnement. Nous aurons besoin d'une France qui dans sa politique étrangère soit un pilier de la construction d'un monde plus juste. Dans l'urgence, elle devra agir au sein de l'ONU pour créer les conditions d'une paix durable au Moyen-Orient»





## PRENONS NOTE...

### Longue marche

L'abolition de la peine de mort sera, après 25 ans, enfin inscrite dans la Constitution française.

### Passer du droit à la réalité...

La fondation de l'Abbé Pierre a dénoncé que sur les 410 000 logements construits en 2005, les trois quarts étaient destinés aux plus aisés. Il est nécessaire d'appliquer réellement la loi SRU, dite loi Gayssot, en instaurant une contrainte pure et simple et tout particulièrement envers le lobby anti-loi SRU qui sévit dans nombre de municipalités.

### Alerte !

Jacques CHIRAC, l'UMP et le MEDEF veulent fusionner l'ANPE et l'UNEDIC. Depuis plusieurs années, le gouvernement porte des coups au service public de l'ANPE. BORLOO l'a mis en concurrence avec des officines privées de placement tout en « chouchoutant » toujours plus l'UNEDIC, cet organisme censé être paritaire mais piloté, copains comme cochons, par le MEDEF et certains syndicats. Si cette fusion se faisait, ce serait l'originalité de l'UNEDIC qui, du coup, sauterait. Enfin ce projet de fusion confirme la volonté d'orienter l'ANPE et l'UNEDIC sur « l'employabilité » des chômeurs.

### 8 février

Les cheminots défilent pour le service public et les revendications sociales.

### Contre les besoins collectifs

Depuis 20 ans, le taux de l'impôt sur les sociétés n'a cessé de baisser, passant progressivement de 50 à 33,33 % des bénéfices imposables et cette politique a coûté plus de 250 milliards d'euros aux finances publiques, c'est-à-dire le quart de la dette publique actuelle. Dans la même période, le chômage n'a cessé de croître et la précarité de l'emploi de progresser, preuve s'il en était besoin de l'absence de lien entre baisse de l'impôt sur les sociétés et amélioration de la situation économique et sociale.

Réduire à 20 % le taux de l'impôt, sans contrepartie, signifierait aujourd'hui priver l'Etat de plus de 16 milliards d'euros de ressources, l'équivalent du budget de l'enseignement primaire !

### Risque pour les écoles rurales

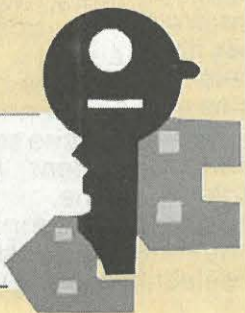
Un projet de décret risque de favoriser les fermetures d'écoles rurales. Il permettrait l'expérimentation d'établissements publics d'enseignement primaire (Epep) par la mutualisation des moyens de plusieurs écoles primaires.

### 5000

C'est le nombre de postes d'enseignants en moins prévus à la rentrée 2007

### 3es ETATS GÉNÉRAUX du LOGEMENT et de la VILLE

pour la création d'un service public national  
et décentralisé du logement et de l'habitat  
5 février 2007 / Bobigny - logement :  
un droit pour tous et partout !



## Quel avenir pour AIRBUS ?



Ce n'est pas le travail qui manque pour Airbus ! Les carnets de commande du groupe européen sont copieusement garnis. Selon les filiales, ce sont 4 à 8 années de travail en production. Le transport aérien se développe, les prévisions de marché sur un horizon de 20 ans, tablent sur une croissance de plus de 22 000 avions.

Pourtant en octobre 2006, le Conseil d'administration du groupe annonce un vaste plan d'économies de 6 milliards et un plan de restructuration ; et si cela ne suffit pas, la vente de sites... Le retard de l'A380 ne justifie en rien cette annonce, il s'agit plutôt du prix à payer de l'économie de 1 milliard sur les investissements pour satisfaire les actionnaires.

Plutôt que de parier sur l'humain pour relever le défi des délais de livraison, la direction du groupe EADS envisage de délocaliser hors de la zone Euro, dans les pays à faibles coûts salariaux. Cette décision est de toute évidence motivée par le souci de satisfaire les actionnaires et enrayer la chute du cours de l'action, en réduisant les coûts de production.

Ce n'est pas en supprimant des emplois dans le groupe EADS ou dans l'ensemble du tissu de sous-traitants, en faisant pression sur ces mêmes sous-traitants, en baissant les dépenses salariales, de formation et de recherche que l'on va résoudre les problèmes.

On se souvient que lorsque AIRBUS était public, il était considéré comme un fleuron industriel, et un fer de lance de la coopération européenne. Alors revenons à une conception de l'intérêt général, de l'intérêt public ! Lagardère et le groupe Dainler-Benz ont annoncé leur intention de sortir du capital EADS. Alors, pourquoi ne pas proposer que les différents Etats se portent acquéreurs des 40% que représente le capital flottant ? Qu'ils constituent un groupe européen public pour donner une véritable puissance industrielle pour développer les coopérations, l'emploi et les territoires ?

## AkerYards : 1 an après

Rappel : il y a un peu plus d'un an, en janvier 2006, Alstom bradait les Chantiers de l'Atlantique au concurrent AkerYards (50 millions d'euros). Médiatisée à outrance, présentée comme la seule solution pour la viabilité de Saint-Nazaire, le faible coût du rachat permettrait des investissements, mieux valait cela que la reprise par des Chantiers asiatiques ou pire encore, disaient les partisans du bradage, par des fonds de pension... bref, que n'a-t-on pas entendu !

Aujourd'hui se met en route une machine infernale :

- Réduction des coûts
  - Externalisation
  - Filialisation
  - Développement de la sous-traitance principalement à bas coûts
- Cette politique met en danger l'entreprise elle-

même :

- plan social,
  - vente par appartements,
  - satellisation des productions, des études et aussi des hommes. Elle déstabilise l'outil dans sa globalité.
- Les mécontentements qui s'expriment dans les Chantiers autorisent le PCF à affirmer que les choix opérés ne sont pas les bons, qu'il y a urgence à mettre en débat la diversité d'approches en matière de politique maritime. Pour leur part, les communistes formulent des propositions, alternatives aux politiques libérales et à la pensée unique, contenues dans ce que l'on appelle la filière maritime : construire une entité navale forte et diversifier la production.

Louis DRONVAL



## L'énergie : enjeu écologique et climatique

La durabilité du développement dépend de l'énergie et des transports. Ils conditionnent nos besoins fondamentaux de chauffage, de déplacements, d'éclairage et de production de nourriture provenant de l'agriculture. Aujourd'hui, 2/3 de la production mondiale d'électricité est d'origine fossile (charbon, pétrole, gaz) et principale émettrice de

gaz à effets de serre (GES).

L'humanité consomme aujourd'hui deux cents fois plus d'énergie qu'il y a deux siècles, un américain consomme 4 fois plus de charbon qu'un chinois. Les émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère doivent être appréciées en recherchant les moyens d'en réduire les émissions. Le protocole de Kyoto, créateur d'un marché de crédits d'émission de CO2, ne prévoyait pourtant que des mesures à prendre pour revenir en 2010 au niveau des rejets de GES de 1990... Les pays les moins développés auront obliga-

toirement tendance à vendre leurs crédits d'émission aux pays les plus développés avec de part et d'autre, des conséquences catastrophiques pour l'environnement.

Le marché ne peut pas sérieusement contribuer à la maîtrise d'un développement énergétique durable, l'évolution du prix de l'énergie nous le confirme comme les propositions de cadeaux fiscaux aux entreprises « respectueuses pour l'environnement ». Préserver la planète, réduire les écarts de développement et assurer une réponse aux besoins des populations supposent des

investissements publics à très grande échelle en France et en Europe ; en particulier pour la recherche sur l'élimination des déchets nucléaires et la réduction du recours aux énergies fossiles. Comme ils peuvent contraindre l'OMC à intégrer des critères écologiques dans le développement des échanges.

Seule une efficacité énergétique accrue, grâce au nucléaire et aux énergies renouvelables, permettra d'assurer une réduction durable de l'émission des GES.

Jean-Paul MARTEL



# Evènements, culture, idées.

Avec les nouveaux outils du Web.2

## Quelle «révolte du pronétariat» (Joël de Rosnay) ?

Selon J. de Rosnay, «les citoyens du monde seraient en train d'inventer une nouvelle démocratie (...) une vraie démocratie de la communication»\*. L'impact d'Internet est certes comparable à celui de l'imprimerie, des journaux, de la télévision ou de l'automobile en leur temps. Mais dans quelle mesure les nouveaux outils du web.2 - deuxième, voire troisième génération - fondent-ils une «révolte» des nouveaux «pronétaires» ?

Pour l'auteur, la création collaborative faisant appel à «des réseaux d'intelligence collective et non plus à des organisations pyramidales», générerait rien moins «qu'une nouvelle lutte de classes entre ceux qui détiennent les moyens de production et de diffusion des informations et ceux qui, jusqu'alors considérés comme spectateurs, lecteurs ou usagers passifs, prennent une part croissante au processus planétaire de création et de diffusion de l'information».

Ceux qu'il qualifie donc de «pronétaires» s'affranchiraient de la sorte du monopole de l'information qui, jusqu'à présent, dictait sa loi en imposant ses chaînes de télévision et ses radios. La crise des médias traditionnels favorise l'émergence de ce pronétariat. Suivant I. Ramonet, «cet engouement montre que beaucoup de lecteurs préfèrent la subjectivité et la partialité assumées des blogueurs à la fausse objectivité et à l'impartialité hypocrite d'une certaine presse». La montée des blogs et autres sites interactifs entamerait donc «le pouvoir des infocapitalistes». Car, même si l'utilisation principale d'Internet reste de très loin l'envoi des mails - avec le flot massif des messages pourris indésirés («pourriels» ou spams) - les «armes nouvelles des pronétaires» sont désormais l'explosion des blogs, du MP3, du P2P et du podcasting.

Les blogs utilisent une interface très simple - logiciel (comme SPIP) et squelettes graphiques - qui permet facilement de modifier et de mettre à jour ces mini-sites en temps réel. Ils sont des carnets d'actualité, de faits et d'opinions. De plus en plus utilisés comme moyens de communication par des journalistes et des politiques,

ils s'appliquent alors à pousser (push) des informations sous un angle particulier : ils sont donc plus ou moins délibérément partisans. Paradoxalement, on voit aussi se développer, sur le réseau pourtant mondial, des blogs citoyens de proximité.

Le format de fichier MP3, de bonne qualité audio, permet d'écouter de la musique téléchargée à partir de la toile en P2P («peer to peer» = de pair à pair) sur son lecteur portable. Ce phénomène de rediffusion libre concurrence les programmes radio et télé et les grandes firmes capitalistes de l'audio-visuel tentent en vain de s'y opposer. Le podcasting est ensuite un moyen nouveau de diffusion immédiate en haut-débit ou par le câble de fichiers sonores ou vidéo (Ex. sur DailyMotion, site de partage des vidéos). La France est d'ailleurs un des pays au monde où le podcasting s'est développé le plus rapidement.

Les flux RSS sont enfin une sorte de fil d'ariane pour interconnecter sites et blogs, sous la forme de liens cliquables figurant dans une autre page web que celle de son site d'origine, et permettant aussi en temps réels des mises à jour automatiques.

Après musique et vidéos, le nouveau domaine conquis par les pronétaires est celui de la presse, avec l'émergence du «contre-pouvoir des journaux citoyens», rédigés par des non-journalistes, comme Agora-Vox, né en 2005, ou le site Bellaciao.org. Agora Vox se veut ainsi «un site citoyen de journalisme participatif», bienveillant. Mais, plus que d'infos nouvelles d'investigation inédites, il s'agit surtout d'éditoriaux et commentaires, qui à l'évidence n'échappent certainement pas aux lieux communs des médias traditionnels et génèrent un «fil», parfois très long, de réactions et conversations, plus ou moins pertinentes et maîtrisées.

Dans ce flot des contributions, sous couvert de l'anonymat des pseudos,



le plus souvent brèves, médiocres et superficielles, les «posts» (envois) plus mesurés, nuancés et argumentés font figure de perles rares. Malgré certains principes de validation et de modération, c'est donc plutôt l'abondance de clichés, d'insultes, des procès d'intention. Une formidable caisse de résonance pour l'idéologie dominante du néolibéralisme et/ou souvent pour l'anticommuniste le plus débridé.

Le meilleur et le pire s'y côtoient donc, avec des risques de propagation de rumeurs, de désinformation, de déstabilisation et/ou de manipulation, volontaires ou non. Personne n'est désormais à l'abri d'informations fausses, même si elles paraissent vraisemblables, et le grand public devrait être mieux alerté sur les risques conjoints de la surinformation et de la désinformation.

On bute là finalement sur le plus grand avantage/inconvénient d'Internet : l'extrême liberté qui est à l'origine du grand succès du web, dégénère parfois en complète anarchie. Tout le monde peut s'y exprimer sans discrimination ni frein. N'importe qui peut s'autoproclamer (contre-)expert et ouvrir sa vitrine dans le marché libre et sans contrainte de la blogosphère. Les blogs sans intérêt, voire nauséabonds, s'y développent à un rythme bien plus soutenu que les publications de qualité.

La «révolte des pronétaires» décrite et annoncée par J. de Rosnay trouve ainsi ses strictes limites. Malgré la modernité de ses outils - ringardisant un peu trop vite les outils militants traditionnels - qui peut croire sérieusement qu'au-delà de l'écran, la révolution soit au bout, non plus des fusils, mais du clavier ou de la souris ?

J-Y Martin

\* J. de Rosnay, «La révolte du pronétariat, des mass média aux média des masses», 252 p. Fayard, 2006, 18 €.

## Coup de cœur

### Jean Grandel

#### Un homme du peuple dans l'histoire

Par Danièle Ledoux et Henri Claude Bonnet

Militant syndical aux PTT, maire de Gennevilliers et Conseiller général de la Seine, organisateur de la poste aux brigades internationales, fusillé à Châteaubriant par les nazis le 22 octobre 1941, cet homme méritait une biographie.

Né à Montpellier en 1891, Jean GRANDEL va connaître la lutte des vignerons et la révolte du 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie qui refuse de tirer sur le peuple. Passant sans interruption du service militaire à la guerre, il s'engage en 1917 dans l'aviation naissante et devient pilote de reconnaissance. Après la guerre, il retourne dans l'Hérault aider son père comme cimentier. Là, il va militer au syndicat du bâtiment et adhérer au Parti communiste. En 1925, il regagne Paris et retrouve un emploi aux PTT. Un an plus tard, il est élu au secrétariat de la Fédération unitaire des PTT avec Henri GOURDEAUX et Emmanuel FLEURY. Parallèlement, il est élu Conseiller général à Gennevilliers puis maire de la ville à l'occasion d'une élection partielle.

Les premières réalisations ne tardent guère : un service social est mis en place, suivi d'un service social scolaire avec médecins et infirmières. Un patronage municipal organise des séances gratuites de cinéma. Une colonie de vacances ouvre ses portes avec comme directeur Jean-Pierre TIMBAUD. Une école de musique suit de peu, un projet est élaboré d'un marché couvert et d'une salle des fêtes aux Grésillons.

Dès le déclenchement de la guerre d'Espagne, il sert comme volontaire dans les Brigades internationales. Retour à Gennevilliers où il se fait expulser de sa mairie par une délégation spéciale après la publication du pacte germano-soviétique. Le 26 juillet 1940, Jean GRANDEL est arrêté à son domicile par la police française. Il réclame un jugement, on lui répond par un «internement administratif» et de camp en camp, il arrive à Châteaubriant où il retrouve ses amis de Gennevilliers comme TIMBAUD, des militants syndicaux, comme lui, otages désignés par le ministre de Vichy, PUCHEU.

Le livre évoque sobrement la tragédie du 22 octobre et raconte les hommages interdits que rendent les Gennevillois à leur maire fusillé. Il publie des lettres du courrier échangé entre Jean et sa femme, cette dernière lettre où il écrit : «Il faut vivre courageusement comme je suis tombé. J'ai vécu pour le bien du peuple, je meurs pour lui sachant que ma mort ne sera pas inutile. Plus que jamais j'ai confiance en l'avenir.»

Il l'affirmera encore en gravant sur la planche de la baraque où ils attendent la mort «Nous vaincrons quand même».

Claude LECOMTE

Éditions Le Temps des cerises, 2006, 470 pages. 20 €.



J. Grandel, prise de parole en 1936

## Exposition...



### Brésil & métissage

#### 8ème RIDEP

##### à Carquefou

Pour leur 8ème édition, les RIDEP (Rencontres Internationales du Dessin de Presse) accueilleront les 19, 20 et 21 janvier 2007 à Carquefou, une trentaine de dessinateurs de presse français et brésiliens. Cela donnera au public l'occasion d'échanger avec eux aussi bien sur leur métier que sur des thèmes tels que la liberté d'expression et les droits de l'homme.

Alors que le Brésil a récemment fait la Une de l'actualité à l'occasion de l'élection présidentielle, les RIDEP ont choisi cette année de mettre à l'honneur ce pays immense, à la richesse culturelle étonnante et à l'économie en plein développement. Autour d'expositions, de conférences et d'animations variées, vous pourrez découvrir la culture du Brésil, son économie, ses problématiques sociétales... et serez invités à réfléchir sur le thème du métissage. Espace Culturel La Fleuriaye, rue Léonard de Vinci. Pour plus de précisions, voir le site : HYPERLINK "http://www.carquefou.fr/ridep/"

www.carquefou.fr/ridep/

## Lire

### «Ancêtres en sabots» (1539-1715) de Marguerite Cabon-Douvisi

Applaudissons très fort Marguerite Cabon-Douvisi pour son livre paru en septembre, «Ancêtres en sabots»\*. Écrivaine reconnue en même temps que généalogiste scrupuleuse, elle a ramené à la vérité historique cinq siècles de son ascendance familiale : aïeul(e) après aïeul(e), vie après vie, parmi les paysans, pêcheurs, marins...

Elle sait dire, combien savoureusement à



partir des registres paroissiaux et du parler populaire, la mono-

tonie des existences : grossesses, accouchements, décès, travaux, saisons et journées, sécheresses et gelées, relatés dans la durée, selon un réel talent de conteur. Elle a eu aussi l'idée féconde de mettre en parallèle le temps des rois et des princes - violents, avides - comme autant de repères de la «grande» histoire socialement lointaine.

Cette chronique humaniste, sensible, délectable, fait revivre

les Perrinne, Jaquette, Louys, Hiérosme, Guillemette, avec leurs dates vérifiables, de 1539 à 1715, en attendant un second tome. Avec une biographie actualisée, elle s'étend sur Saint-Nazaire, Nantes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Sarzeau, Ploeren... Elle s'allonge vers les Antilles, vers la Flandre, vers l'Océan où tels se noient.

Honneur et Respect au peuple concerné, comme à l'auteur/autrice.

Régis ANTOINE

\* Editions Hérault, 260 pages, chez M. Cabon-Douvisi, 11 av. Villès Davaud, 44380 Pornichet, 25 €.



## près de vous

### ADECR

#### Un stage de formation sur l'énergie

Après les succès remportés par les deux derniers stages décentralisés concernant les questions du développement durable de l'estuaire, et le Service public d'assainissement non collectif, l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains a décidé de poursuivre l'expérience et de proposer une journée de formation, d'information et d'échanges sur l'énergie, le mercredi 7 mars 2007. La journée comprendra la visite de l'usine de Cordemais.



### Trignac

#### Valoriser les forges

En arrivant à Trignac, d'aussi loin que l'on regarde, on aperçoit les forges, il est impossible d'y échapper. Ce symbole de l'histoire du mouvement ouvrier dérange quelques élus de droite de la Presqu'île qui voudraient bien le voir disparaître. Les bâtiments servent de thème au logo de la ville. Ils constituent, selon Jean-Louis LE CORRE un patrimoine industriel « représentatif de notre territoire » qui « doit être préservé ». Le Conseiller général communiste y voit pour sa part, un « espace exceptionnel à valoriser » qui est d'ailleurs souvent visité par des passionnés d'architecture.

### Expulsions

#### Les arrêtés de Jean-Louis LE CORRE annulés

Pourquoi verser des larmes de crocodile sur le sort des sans abris quand on contribue chaque jour à les précariser et à les jeter à la rue ? Vendredi 12 janvier, le tribunal administratif de Nantes a donné raison au Préfet, représentant de l'Etat, et a annulé les arrêtés « anti précarité » pris par le Maire de Trignac pour interdire les expulsions locatives, les coupures d'eau et d'électricité sur le territoire de sa commune.

## L'activité

### ■ Saint-Joachim

#### Marc JUSTY veut des pompiers de proximité

La Sainte Barbe a donné au Maire de Saint-Joachim, l'occasion de revenir sur les limites d'une loi de départementalisation des services d'incendie et de secours qui asseyant les Maires « sur un simple strapontin » au sein du Conseil d'administration des Services Départementaux (SDIS), « creuse l'écart » entre les pompiers et les élus locaux. Pourtant les contributions communales sont loin d'être négligeables (pour la commune brièrone, elle représente 74 000 euros par an). Soulignant l'engagement, le dévouement et le désintéressement des soldats du feu dont 80% sont des volontaires, Marc JUSTY, se prononçant résolument pour la gratuité des interventions, a critiqué une seconde dérive permise par la loi de départementalisation celle de la tarification de certains services rendus à la population (accidents sportifs, nids de guêpes...). Il a enfin souhaité que leur direction nationale ne reste plus longtemps « sourde à leurs propos, ni détachée de leurs préoccupations ».



### Nantes

#### Inquiétudes à la Mission Locale

Depuis plusieurs mois, les salariés de la Mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de Nantes, alertent les usagers et les élus sur la situation particulièrement difficile de leur structure. Ils sont inquiets pour la pérennité de leurs sources de financement et regrettent la disparition d'une partie des activités du service santé pourtant importante dans le suivi global des jeunes en grande précarité. Cette situation, comme l'a rappelé Daniel FROUIN, élu à Nantes Métropole, interpelle d'autant plus les élus de son groupe que la Mission locale est financée à 100% par des fonds publics. « Les 11 000 jeunes accueillis en 2005, montrent, s'il en était besoin, son utilité » a-t-il rappelé.

### Logement

#### L'Etat pourrait céder une partie de son patrimoine foncier

Alors que le débat sur le droit au logement a rebondi dans le pays à l'occasion des présidentielles, à Nantes Métropole, Claude CONSTANT s'est réjoui qu'un protocole d'accord ait été signé entre l'état, le ministère de la défense, la société nationale immobilière et Nantes Métropole afin de permettre la vente de foncier appartenant à l'état et la relance du logement social. Il a néanmoins demandé au nom de son groupe que, compte tenu de l'urgence, il soit réalisé au moins 30% de logements sociaux sur des parcelles qui ont été cédées en dessous du prix du marché. Il a insisté également pour que l'état s'engage dans l'avenir, « de manière plus forte en cédant gracieusement une partie de son patrimoine pour aider véritablement au logement social ».

### Hommage à Jean RIGOLLET

#### L'histoire de Nantes, c'est celle du mouvement ouvrier

C'est avec satisfaction que les élus communistes avaient accueilli l'an passé, la décision d'apposer dans la ville une plaque commémorative en hommage à Jean RIGOLLET. Une décision importante, avaient ils remarqué, au moment où le ministre de l'Intérieur criminalise l'action syndicale et où la droite fait condamner à la prison des jeunes qui lui ont fait mordre la poussière au moment de la lutte du CPE. Cette plaque rappellera « les heures sombres du mouvement ouvrier durant lesquelles le combat pour la dignité et la justice sociale se faisait parfois au péril de sa vie. Jean RIGOLLET était de ces hommes mobilisés pour les augmentations de salaires durant le violent conflit social de l'été 1955... Lui rendre hommage, c'est rendre hommage à l'histoire de Nantes et à son identité ouvrière » avaient ils conclu. Lundi 15 janvier, une plaque rappelant l'histoire de ce travailleur mortellement blessé le 19 août 1955, lors d'affrontements entre grévistes et forces de l'ordre, a été apposée sur la façade de l'école Léon BLUM.

### Brière

#### Prévenir les inondations du Brivet

La politique de l'eau en Loire-Atlantique a fait l'objet de débats au Conseil général lors de la dernière session de l'année 2006. A cette occasion, Jean-Louis LE CORRE a évoqué la question de l'entretien du Brivet, du Canal du Prieur et de Martigné. Le bassin du Brivet a fait l'objet d'importants travaux de calibrage et de nettoyage des lits, a reconnu l'élu. « Toutefois, malgré plusieurs interventions en concertation avec les élus du Syndicat d'Aménagement du Brivet et malgré une rencontre avec le sous Préfet de Saint-Nazaire, il n'a pas été possible de réaliser



l'entretien de l'exutoire en Loire qui se trouve sous la responsabilité de l'Etat et du Port Autonome » a-t-il regretté. Il a tiré la sonnette d'alarme et prévenu les responsables qu'en cas d'inondations, « nos concitoyens sauront retrouver le chemin qui mène à leurs bureaux...Ils auront alors des comptes à nous rendre ».

### Enseignement supérieur et recherche

#### Ne pas prendre la place de l'Etat

Lors du dernier Conseil de Nantes Métropole, Annick MARTIN, a souligné qu'il était nécessaire de consulter les acteurs concernés avant de décider des orientations communautaires en matière d'enseignement supérieur et recherche. Elle a noté que la participation de Nantes Métropole a augmenté de 51% depuis 2002 et que l'état profite de cette politique « volontariste » pour se défaire de ses responsabilités. Ainsi, la Conférence des Présidents d'université a rappelé que trois milliards d'euros manqueraient aux établissements cette année pour pouvoir assurer décemment leurs missions. Constatant que la subvention de fonctionnement à Sciences Com était renouvelée, Annick MARTIN a rappelé le refus des élus communistes de participer au budget de fonctionnement de cet établissement privé.



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**JEUDI 25 JANVIER :** Assemblée des communistes de Rezé, 18h30 au siège de la section 30 bis rue des Chevaliers à Rezé.

**VENDREDI 26 JANVIER :** Assemblée des communistes de Bouguenais, 20h salle des élus (face Hôtel de Ville) à Bouguenais.

**VENDREDI 26, SAMEDI 27, DIMANCHE 28 JANVIER :** vente de masse de l'Humanité Dimanche dans les sections.

**LUNDI 29 JANVIER :** Assemblée des communistes du Canton du Pellerin à 20h, salle du transfo à La Montagne.

**LUNDI 29 JANVIER :** Assemblée des communistes de Blain à 20h30, cour Mortier, 1 rue du 11 novembre à Blain.

**VENDREDI 2 FEVRIER :** Banquet de la Fédération du PCF avec Marie-George BUFFET, 19h Palais des congrès au Loroux-Bottereau.

## ■ DÉCLARATION DE JOËL BUSSON

Interpellé directement par voie de presse par Louis OURY, Joël BUSSON a souhaité faire connaître aux lecteurs de NLA sa réaction personnelle :

«.../Je tiens à apporter les précisions suivantes. Puisque paraît-il la vérité historique intéresse Louis OURY. /.../ Mon père n'a pas été fusillé en 1943 puisque je suis né en 1947.

Membre de la Jeunesse Communiste, mon père a été arrêté par le SPAC pour activités contre le régime de Vichy et l'occupant et après avoir été emprisonné en France, il sera déporté à Buchenwald et à Dora-Elrich. Il avait le titre de Déporté Résistant.

Autre précision, le panneau sur la route de Soudan indique l'entrée de la Sablière lieu d'exécution des otages le 22 octobre 1941. Le camp de Choisel se situait à la sortie de la ville sur la route de Fercé.

À propos des élucubrations de Louis OURY, je me demande ce qu'il recherche sinon à faire parler de lui en attaquant régulièrement le travail du comité du souvenir/.../

Louis OURY, se permet de juger celui-ci était résistant, celui-là ne l'était pas, car il était communiste. C'est Louis OURY qui «réécrit l'Histoire à sa façon». Le seul but du Comité du Souvenir est de transmettre la mémoire des Résistants, des victimes du nazisme, de lutter contre les falsificateurs et autres négationnistes.

/.../ À propos de l'absence de ses ouvrages au sein du Musée, seuls sont à la disposition des visiteurs les publications de l'Amicale de Châteauvibrant-Voves-Rouillé. Il n'y a pas de librairie au Musée et de plus Louis OURY n'a jamais sollicité quiconque pour l'exposition de ses ouvrages en un lieu qui n'a pas cette vocation, ni l'autorisation d'y tenir commerce. Les ouvrages comme ceux d'A. GERNOUX pour ne prendre qu'un exemple, n'y figurent pas non plus.

/.../ Si ce haut lieu de la Résistance existe, c'est le courage manifesté par les fusillés jusqu'à leur ultime souffle qui lui en a donné ce statut et aussi le courage des Castelbriantais qui dans les heures suivant les fusillades sont venus fleurir et planter les trois couleurs de la Patrie, les traces du sang des martyrs.

Si la Sablière est devenue ce lieu avec le monument, fréquenté par environ 10 000 personnes cette année, 65 ans après les fusillades d'octobre 1941, et aujourd'hui avec le Musée, c'est que dès la Libération les compagnons de captivité des fusillés, leurs familles, ont créé une association pour que la mémoire des 27, vive.

Ce sont les survivants du camp de Choisel, qui à leur retour de déportation ou à peine sortis des combats de La Résistance ont acquis parcelle après parcelle, la Sablière.

Oui, l'État aurait pu acquérir ce lieu, il ne l'a pas fait. Mais, aujourd'hui c'est L. OURY qui prétend réécrire l'histoire et spolier ceux qui comme Odette NILES, Présidente de l'Amicale Voves-Rouillé et ancienne internée à Choisel, entretiennent la mémoire. De cette mémoire dédiée à toute la Résistance, La Sablière étant le seul lieu d'exécution en France reste en permanence ouvert à tous !

/.../ En tout état de cause jamais, nous ne laisserons insulter le dévouement des «militants de la mémoire» que sont les historiens, les conservateurs, les témoins, les familles des victimes du nazisme, de tous les bénévoles qui se consacrent honnêtement à la manifestation de la mémoire, de la réalité historique avec ses ombres et ses lumières.

Joël BUSSON

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## Banquet fédéral



Comme chaque année, des cars sont à votre disposition pour vous rendre au banquet :

- 1) Section PCF Saint-Nazaire : 18h Savenay (rond-point du Golfeur) : 18h30
- 2) Trignac : 18h Montoir (place du Marché) : 18h15
- Donges (carrefour des 6 Croix) : 18h30
- 3) un car de plus sera envisagé pour la région nazairienne en fonction des inscriptions.
- 4) Couëron (place de la Mairie) : 18h Nantes Dervallières (Rond-point des Châtaigniers) : 18h15
- La Haluchère (tram ligne 2) : 18h45
- 5) Pays de Retz, Sud Loire ou covoiturage selon inscriptions.

Pensez à réserver vos repas ainsi que vos places dans les cars. Pour toute information concernant le banquet, s'adresser à la Fédération



## Ouvrons-la !!

À l'occasion de la venue de Marie-George BUFFET à Nantes, le 2 février, les jeunes du département vont avoir la possibilité de découvrir et débattre sur le projet politique qu'elle porte pour la campagne présidentielle. Nous attendons de cette rencontre qu'elle nous fasse part de ses propositions pour changer et rendre meilleures nos vies et la société. Les jeunes communistes soutiennent la candidature de Marie-George BUFFET car elle est la seule candidate à

en oeuvre les quatre chantiers décidés lors de notre Congrès national : en finir avec la précarité et les discriminations, créer une école de la réussite pour tous, coopérer et être solidaires avec tous les peuples. Il est urgent que cette gauche du progrès social puisse engager un réel changement dans notre pays à l'image du mouvement révolutionnaire qui gagne l'Amérique latine. Dans notre lutte contre le capitalisme mondialisé, nous voulons que

## MARIE-GEORGE BUFFET : LA CANDIDATE DES JEUNES COMMUNISTES

(PAR KATE POWER)

pouvoir mettre la candidate du rassemblement populaire nous explique quels moyens elle va mettre en oeuvre pour parvenir à faire barrage à l'exploitation capitaliste. Il y a urgence à battre les idées haineuses de LE PEN comme en 2002 ; Il est impensable que SARKOZY mette en application son programme anti-social, lui qui par une insupportable arrogance, ose utiliser les noms de grands person-

nages de gauche dans ses discours, notamment Guy MOQUET. Nous voulons

elle l'est aujourd'hui avec les candidats dits « favoris ». Nous voulons mener une campagne de proximité, au plus près des attentes du peuple. C'est bien pour cela que nous sommes aux côtés de Marie-George BUFFET qui est la seule à parler vrai, à garantir une sécurité de l'emploi et de la formation, un ensei-

**«La seule candidate qui veut en finir avec la précarité et les discriminations et travailler à une école de la réussite pour tous et à la coopération entre les peuples»**

gnement digne de ce nom, un accès au logement de qualité, un système de santé gratuit...